

De l'Imprimerie de la V. BRUNET, rue basse des Ursins. 1762.

MEMOIRE

POUR le Sieur PRIEUR, Appelant & Intimé.

CONTRE la Dame veuve Angot, & Maître Benier, Procureur au Châtelet, Intimés & Appelans.

ET contre le Sieur Germain Angot, Appelant & Intervenant.

J Usqu'à présent on a vécu dans l'opinion que les citoyens n'étoient pas les maîtres de leur état, & qu'il ne leur étoit point permis de se priver eux-mêmes du droit des gens par une abdication purement volontaire de leur part, si ce n'est en embrassant l'état monastique. Mais quelques Procureurs au Châtelet ayant introduit depuis peu l'usage de faire prononcer des interdictions à l'Hôtel, sur simple Requête & sans connoissance de cause; il s'agit aujourd'hui de savoir si cet usage, inconnu dans toutes les autres Jurisdictions, l'emportera sur les Loix & sur la raison.

Ce qu'il y a de plus singulier dans ces sortes d'interdictions, c'est qu'on ne soumet ni les biens ni la personne de l'interdit à l'administration d'un cura-

A

Du 29 Juillet 1762
arresté Contre l'avis du
Rapporteur et de plusieurs
de Messieurs, sur l'appel
de Sieur de l'ordoun
du Lieutenant Civil
l'appellation au Neveu
sur celui d'Angot, et de
les Consuls qui étoient
reunis, de la Sentence du
Consul, l'appellation et
ce au neveu d'Angot, et de
la lettre de change déclarée
nulle. Sieur Condamné
aux dépens même
en ceux faits ^{par} ~~Contre~~ les
Consuls avant leur jonction
avec Angot.

Cependant on n'a point
approuvé l'usage
l'usage du Châtelet,
mais on a voulu que les
abus qui s'y trouvoient
pouvant faire la
matière d'un règlement
général, dont les motifs
ne devaient point influencer
sur la décision d'une
question particulière
entre les 33 sentences
produites pour prouver
l'usage, on dit qu'il
y en avoit plus de 2000,
en sorte qu'il y auroit eu
du danger de faire un
exemple.

teur ; on lui nomme seulement des conseils ; qui ne l'empêchent ni de vivre comme auparavant , ni de conduire ses affaires à sa fantaisie.

Par-là il peut arriver que le public devienne la dupe d'un interdit de cette espèce. Et comment se défier d'un homme qui paroît jouir au dehors de tous les droits de citoyen ! Le sieur Prieur en a fait malheureusement l'épreuve , & n'y eût-il que son exemple , c'en seroit sans doute assez pour que la Cour s'empressât de réformer un abus aussi dangereux.

F A I T.

Au mois de Mars 1759 le sieur Prieur reçut par la voie du commerce une lettre de change de 1200 liv. sur le sieur Angot , Sous-Chef de correspondances au Bureau des Fermes : comme il conteste & sur la forme de la lettre, & sur l'ordre ; il faut rapporter les termes de l'une & de l'autre.

» A Rouen , le 20 Novembre 1758.

» Monsieur , au dix Mars prochain il vous plaira
 » payer par cette de change à moi ou à mon ordre
 » la somme de 1200 liv. , valeur que vous avez reçue
 » comptant de moi , & suis sans autre avis , Votre &c..
 » *signé* D'ANTOINE.

» A Monsieur ANGOT , employé dans les Fermes du
 » Roi , rue S. Honoré près celle des Bourdonnois. A
 » Paris.

» *Accepté, signé* ANGOT.

» *Au dos est écrit* , pour moi payez à l'ordre de M.
 » PRIEUR , valeur reçue de M. DE LA COUR. A Rouen ,
 » le 15 Mars 1759. *Signé* D'ANTOINE.

L'historique de cette lettre de change est bien simple : le sieur Prieur s'informa du sieur Angot à l'Hôtel des Fermes ; il apprit qu'il jouissoit d'un bien honnête , & d'un emploi de mille écus ; il lui fit présenter la lettre. Le sieur Angot ne fit nulle difficulté de l'accepter ; mais il demanda quartier jusqu'à la fin de l'année 1759. Le sieur Prieur voulut bien y consentir , & en conséquence garda la lettre jusqu'au mois de Janvier sans faire de poursuites.

Le sieur Angot bien moins jaloux de remplir ses engagements ne paya pas au jour promis : le sieur Prieur fut obligé de faire protester la lettre le 2 Janvier 1760 , & comme il avoit perdu son recours contre le tireur par pure complaisance pour l'accepteur , il ne put se pourvoir que contre le sieur Angot ; il le fit donc assigner aux Consuls , & obtint Sentence de condamnation par corps le 9 Janvier 1760.

Le sieur Angot y forma opposition par exploit du 15 , il en fut débouté par Sentence du 16 , l'opposition est visée dans cette dernière Sentence.

Le même jour il fit paroître la Dame sa mere & M^e Benier Procureur au Châtelet , qui s'annoncerent en qualité de *conseils à son interdiction* , & appelèrent des Sentences rendues aux Consuls.

Etonné de cette apparition , le sieur Prieur leur dit qu'il ne pouvoit les connoître dans la qualité qu'ils prenoient ; que le titre de conseil d'une personne ne donnoit point celui de défendre ses intérêts en Justice , & encore moins d'arrêter l'exécution de ses engagements.

Alors ils firent signifier une espèce de procès-ver-

bal, qui paroît avoir été fait à l'Hotel du sieur Lieutenant Civil le 19 Janvier 1758. La singularité de cette pièce mérite qu'on s'y arrête.

Le sieur Angot, employé dans les Fermes du Roi, âgé de 45 ans, paroît seul à l'Hôtel du Magistrat, & lui expose » qu'en 1739 il avoit été interdit à la » réquisition de ses pere & mere, sur le fondement d'un » grand nombre d'engagemens, & pour des sommes » considérables que sa trop grande facilité lui avoit » fait contracter par billets, lettres de change & obligations: qu'après la mort de son pere il avoit requis main-levée de cette interdiction, sur l'assurance par lui donnée de ne point s'exposer aux inconvéniens qui l'avoient fait prononcer; ce qui lui fut accordé du consentement de ses parens: que depuis ce temps il a encore eu la foiblesse de contracter de nouveaux engagemens par billets, lettres de change & obligations; que comme il craint que la même facilité ne le porte à tomber dans de pareils inconvéniens, il est déterminé à se choisir des conseils sans l'avis desquels par écrit il ne puisse contracter aucuns engagemens; pourquoi il demande acte de sa déclaration, qu'il n'entend faire à l'avenir aucuns billets & lettres de change, passer aucunes obligations & autres actes de quelque nature que ce soit, tendans à l'aliénation de ses biens, que de l'avis par écrit de la Dame sa mere, & de Maître Benier Procureur au Châtelet qu'il choisit pour conseils, ou de Maître Benier seul, à défaut de la Dame sa mere, en conséquence qu'il fut ordonné que tous les billets, lettres de change, obligations,

5

» & autres actes qu'il feroit sans l'avis de ses conseils
» seroient nuls, & que la Sentence fut signifiée à la
» Communauté des Notaires.

Sur cette réquisition le sieur Lieutenant Civil donne acte au sieur Angot de ses déclarations, en conséquence lui nomme pour conseils la Dame sa mere & Maître Benier, sans l'avis desquels par écrit il ne pourra faire à l'avenir aucuns billets, lettres de change, ni passer aucune obligation ou autre acte tendant à l'aliénation de ses immeubles, sans l'avis de ses conseils : ordonne que tous billets & autres actes qu'il fera à l'avenir, sans le consentement par écrit de ses conseils, seront nuls & de nul effet, & afin que cette Ordonnance soit publique, il est dit qu'elle sera signifiée aux Notaires, & par-tout où besoin sera.

Nos adversaires prétendent qu'en effet elle a été publiée aux Consuls le premier Février 1758, insinuée & signifiée aux 113 Notaires de Paris; du moins ils en ont produit des copies signées de leur Procureur, copies incapables de mériter la confiance de la Justice, d'autant que le Procureur a pu lui-même être surpris.

Quoi qu'il en soit, le sieur Prieur a cru devoir appeler de cette Ordonnance, comme contraire aux principes & aux bonnes mœurs, de même qu'il est permis au créancier du mari d'interjetter appel d'une séparation frauduleuse.

Il a aussi demandé communication de la Sentence d'interdiction de 1739 énoncée dans l'Ordonnance du sieur Lieurenant Civil, & même obtenu Arrêt qui condamne les prétendus conseils à la rapporter; mais on n'a pas jugé à propos de lui donner cette sa-

tisfaction , d'où l'on doit conclure que la Sentence n'existe point, ou du moins qu'elle n'est pas conforme au titre qu'on lui donne.

C'est ainsi que la contestation s'est engagée entre les conseils prétendus & le sieur Prieur : il leur a toujours opposé le défaut de qualité résultant même de leur propre titre, c'est-à-dire, de l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil, puisqu'elle ne leur attribue en aucune manière le droit d'estre en Jugement pour le sieur Angot.

Ce moyen seul décisif promettoit au sieur Prieur une victoire assurée, & déjà il touchoit au moment qui devoit proscrire l'intervention des conseils ; déjà même Messieurs les Commissaires avoient pris jour pour l'examen de l'Instance, lorsque tout à coup le sieur Angot est sorti de sa retraite pour soutenir les pas chancelans de ses conducteurs.

On pense bien qu'il n'a pas manqué d'approuver leurs démarches & de se conformer aux conclusions qu'il avoit prises sous leurs noms ; mais il falloit des couleurs pour combattre une lettre de change de lui acceptée, c'étoit sans doute un projet difficile à remplir, aussi pouvons-nous dire que c'est la partie dont il s'est le plus mal tiré.

En effet qui croira qu'un homme de 45 ans, qu'un homme qui fait manier la place de Sous-Chef de correspondances à l'Hôtel des Fermes, ait été assez peu avisé pour accepter une lettre de change sans en avoir reçu la valeur, & même sans connoître le tireur ; que cette lettre lui ait été subtilisée par un nommé Bailly, Huissier, par une autre personnage aussi peu con-

nu, & qu'il appelle Boulanger; enfin que dans tout ce négoce il n'ait fait qu'office d'ami pour des gens avec lesquels il n'avoit nulle relation.

Tels sont cependant ses principaux moyens, dans lesquels après tout il ne fait aucun reproche personnel au sieur Prieur; de sorte que la déclamation contre les deux inconnus lui est tout-à-fait étrangère.

Le sieur Angot fait encore quelques objections peu séduisantes, soit sur la forme de la lettre de change, soit sur l'ordre passé au sieur Prieur; enfin il se replie sur l'interdiction prétendue portée par l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil. C'est-là véritablement la seule question de l'instance qui mérite quelque attention. Nous allons prouver en peu de mots la nullité d'une pareille procédure, après quoi nous répondrons aux objections du sieur Angot contre la lettre de change; mais auparavant il faut mettre ses prétendus conseils hors de combat.

Fin de non-recevoir contre la Dame Angot & M^r. Benier.

Cette fin de non-recevoir s'établit sur leur propre titre, sur l'Ordonnance même du sieur Lieutenant Civil; qu'ils la lisent en effet, & qu'ils voient s'ils ont le pouvoir d'ester en Jugement pour le sieur Angot. Ils sont nommés ses conseils pour l'aider de leurs avis: l'Ordonnance ajoute encore qu'il ne pourra contracter sans leur consentement par écrit, mais il n'en est pas moins *integri statûs* pour tout ce qui concerne l'administration de sa personne & de ses affaires. Lui seul a donc le droit de paroître en Justice & d'y défen-

dre ses intérêts ; ses prétendus conseils ne sont rien dans la cause.

Combien d'autres raisons nous pourrions leur opposer ! Combien d'exemples tirés des substitutions , des tutelles , des interdictions mêmes ! Lorsque les biens sont considérables on nomme ordinairement des conseils , mais c'est uniquement pour assister le tuteur ou le curateur de leurs avis dans le cabinet , ils n'auroient pas même le droit de l'assister en cause , & c'est par cette raison que l'on n'exige d'eux aucun serment.

Delà il ne suit point que nous approuvions l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil , comme on nous l'a reproché ; nous nous en servons pour faire voir que les conseils , suivant leur propre titre , n'avoient pas le droit d'appeler de la Sentence des Consuls , & l'on conçoit aisément que si nous parvenons à détruire le titre même , la fin de non-recevoir n'en sera que plus infaillible encore : mais quelque parti que la Cour juge à propos de prendre sur cette Ordonnance , les conseils ne doivent pas moins être condamnés en leurs noms aux dépens qu'ils ont occasionnés mal-à-propos au sieur Prieur,

Moyens contre le sieur Angot.

Lorsqu'il s'agit de l'état des personnes , on ne peut prendre trop de précautions pour ne rien donner au hasard ; le Juge doit être en garde & contre ceux qui le sollicitent & contre la personne intéressée qui paroît consentir au changement de son état , parce qu'elle peut avoir des raisons secrètes qui la fassent
agir

9
agir de cette maniere , & que peut-être elle cherche en même-temps à tromper son Juge & le public.

C'est pourquoi dans le Droit Romain le Préteur devoit examiner très-scrupuleusement les causes de l'interdiction; de crainte, disent les Loix, que l'interdit ne s'en fasse un prétexte pour s'affranchir des charges publiques. *Ne cui temere, citra causæ cognitionem plenissimam, curatorem det. L. 6, Dig. de curat. furios.*

Ces sortes de questions étoient tellement importantes chez les Romains, qu'elles ne pouvoient être décidées que par le Préteur ou autres Juges du premier degré, *causæ statûs maximos exigunt Judices*, Godefr. in L. ult. Cod. ubi causa statûs.

La Loi des douze tables exigeoit nommément que le Préteur entrât en connoissance de cause, & même qu'en interdisant le prodigue il lui en expliquât les raisons. *Quando tu bona patria avitæque nequitia tuâ disperdis, ob eam rem tibi eâ re commercioque interdico.*

On ne doit point douter que ces sages formalités ne fussent également de rigueur lorsque l'interdit consentoit au changement de son état: les Romains étoient trop jaloux de leur liberté pour permettre aux citoyens de s'en priver eux-mêmes volontairement, & c'étoit par une conséquence de ce grand amour pour la liberté, qu'ils ne souffroient point qu'on pût renoncer au pouvoir de tester, même dans les actes les plus sacrés, tels que les contrats de mariage.

Cependant Justinien paroît permettre qu'un homme se vende lui-même & se réduise en esclavage; d'où l'on pourroit conclure à plus forte raison, qu'il peut se faire interdire sans autre motif que la déclaration de sa volonté.

* M. Bourarie
sur les inst. pag.
15.

* Tom. I.
pag. 327.

Mais les Docteurs * ont fait voir que cet esclavage volontaire n'étoit permis qu'aux débiteurs qui autrement n'auroient pu éviter les fers, ou même la peine de mort prononcée par les anciennes Loix; aussi le célèbre Montesquieu examinant cette question dans les vrais principes, se décide sans difficulté pour la négative. * Voici quel est son raisonnement: » s'il n'est » pas permis, dit-il, de se tuer parce qu'on se dérobe » à sa patrie, il n'est pas plus permis de se vendre. La » liberté de chaque citoyen est une partie de la liberté » publique Vendre sa qualité de citoyen est un » acte d'une telle extravagance qu'on ne peut point la » supposer dans un homme ».

Ne pouvons-nous pas en dire autant de l'abdication volontaire de son état, & y a-t-il moins d'extravagance à soumettre sa personne au pouvoir d'un maître, qu'à renoncer au précieux avantage de la liberté civile, qu'à se dépouiller tout-à-fait des facultés de l'entendement?

Mais, nous dit-on, lorsque le prodigue se présente de son propre mouvement au Magistrat, qu'il le requiert de le priver de la faculté d'aliéner & de contracter ou qu'il demande des conseils, alors il n'est plus besoin d'instructions; la preuve est toute faite, & sur le simple aveu la Justice peut prononcer son interdiction.

Nous répondons qu'un tel consentement est contre les bonnes mœurs, & que le Juge ne doit pas plus s'en rapporter à la confession du prodigue qu'à celle de l'accusé. La même raison qui défend de priver qui que ce soit de la vie corporelle, sans un concours de preuves supérieures, exige la même chose lorsqu'il s'agit de lui faire perdre la vie civile: *non auditur perire volens.*

Cette question s'est présentée une seule fois en la Cour. Brodeau qui nous en a conservé la mémoire, nous apprend qu'on n'eut aucun égard à un consentement de cette espee. Voici ce qu'il en dit lettre S. Som. 16. n. 8. » Les mêmes solemnités & formalités, » [l'enquête, l'avis des parens, &c.] sont requises en » l'interdiction de biens ; le consentement prêté par » l'interdit sur lequel la Sentence d'interdiction seroit » intervenue n'étant aucunement considérable, s'agissant de l'état, de la condition & de la liberté de la personne. Par Arrêt infirmatif de la Sentence du Sénéchal du Maine du 30 Mai 1611, tels consentemens étant contre les bonnes mœurs & l'honnêteté publique, *sont nuls de plein droit*, sans qu'il soit besoin d'obtenir Lettres du Prince pour en être relevé ».

Ces derniers termes ont fait croire au sieur Angot, que dans l'espee de cet Arrêt l'interdit avoit obtenu des Lettres de rescision contre son consentement, & dans cette idée il ajoute que sa cause est bien différente, puisque lui-même confirme en la Cour ce qu'il a dit devant le sieur Lieutenant Civil.

Mais ses consentemens réitérés ne sont point capables d'effacer la nullité absolue qui se trouve dans l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil. Nous disons *nullité absolue*, parce qu'en effet elle est de nature à pouvoir être opposée par toutes sortes de personnes, de même qu'il est permis aux créanciers d'appeler d'une séparation volontaire entre mari & femme : *non solum inutilia, sed pro infectis habentur*.

Le consentement prêté par le sieur Angot à l'espee d'interdiction prononcée contre lui, n'est point le seul défaut que nous soyons en état d'opposer à l'Ordonnance dont est appel ; car si l'on considère qu'elle

a été rendue à l'Hôtel, sans conclusions du ministère public, sans enquête préalable, sans avis de parens; on fera convaincu que le Procureur qui l'a fait rédiger, a ouvertement violé les formes les plus essentielles.

On nous dit que c'est l'usage au Châtelet : On produit trente-trois Ordonnances pareilles, & l'on ajoute que jamais elles n'ont essuyé de contestation.

Mais c'est précisément ce qui fait voir le peu de fondement de cet usage. Lorsqu'il s'agit, disent les Loix, de sçavoir qu'elle est la coutume d'une Ville ou d'une Province, il faut d'abord examiner si cette coutume a été confirmée par quelques Jugemens contradictoires. L. 34. Dig. de Legibus.

On n'allégué point que l'usage ait été confirmé par aucun Arrêt de la Cour, seul caractère qui pût le rendre légitime. Mais, que disons-nous ? Nos Adversaires conviennent eux-mêmes que jamais la question n'a été agitée au Châtelet.

Ce sont quelques Procureurs qui l'ont introduit pour la commodité de ceux qui veulent être interdits sans qu'on en sçache rien dans le public. Nous pouvons bien leur dire avec Dumoulin : *nec obstat de abusu quorundam privatorum, quia si in questionem deducatur, non observatur, sed reprobatum à peritis.*

En effet nous avons trouvé dans leur propre Siège, des avis bien différens. M^e. Denizart, connu par plusieurs Ouvrages dont il a enrichi notre Jurisprudence, n'a point fait de difficulté de se décider contre l'usage prétendu, comme entièrement opposé aux règles & aux principes de la nature.

Et quels inconvéniens n'entraîneroit point une forme aussi singulière d'interdire les citoyens ? Il est aisé de les faire sentir.

Lorsqu'il s'agit d'interdire un dissipateur, il est d'usage de faire des enquêtes, des avis de parens ; on l'interroge sur les faits de prodigalité ; le Ministère public, défenseur né de la liberté des hommes, prend connoissance du tout. Après toutes ces précautions remplies, le Chef du Tribunal fait son rapport à la Chambre du Conseil, le Siège assemblé délibère & décide.

Toutes ces formalités tendent non-seulement à procurer aux Juges une connoissance exacte des affaires du prodigue, & de sa conduite ; mais de plus, leur publicité s'annonce avec éclat dans la Ville par le grand nombre de personnes qui doivent y concourir.

Au contraire, dans les interdictions volontaires & faites à l'Hôtel, il est comme impossible qu'il en puisse rien transpirer au dehors.

L'interdiction forcée, toujours suivie de la nomination d'un curateur, apprend encore mieux au public le changement d'état survenu dans la personne de l'interdit. On voit un nouvel homme qui régit, paye, afferme les biens, soutient les procès, passe en son nom tous les actes nécessaires : tout concourt à instruire le public que l'homme ancien est mort au monde.

Au contraire l'interdiction volontaire, la nomination de conseils désœuvrés, n'empêchent point que l'interdit ne conserve l'administration de sa personne & de ses biens ; nul changement dans l'extérieur de ses affaires, il est tel qu'il a toujours été ; il doit donc naturellement conserver la même considération parmi les hommes.

Mais par-là il acquiert un nouvel avantage sur ses concitoyens, parce qu'il peut les tromper impunément. Il empruntera, il achètera, il fera des billets, des let-

tres de change, & payera ses dettes avec cette interdiction que tout le monde ignoroit.

* *Nota.* Dans la Salle des Consuls, il y a plusieurs tableaux pour les séparations & sociétés, mais il n'y en a point pour les interdiction.

Les formalités extrinsèques sur lesquels nos adversaires insistent le plus étoient certainement une faible ressource pour rendre l'interdiction notoire. L'insinuation ne sert pour l'ordinaire que pour découvrir les donations ou les substitutions; la signification aux Notaires peut arrêter le cours des actes qui se passent chez eux, mais à l'égard des billets & des lettres de change, la publication aux Consuls * est bientôt oubliée dans leur propre Tribunal: & en effet ils ont prononcé sans hésiter deux Sentences de condamnation contre le sieur Angot, après avoir fait publier 18 mois auparavant l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil.

Eh! qui auroit pu deviner que le sieur Angot avoit les mains liées, & qu'il lui étoit défendu de signer ni billets ni lettres de changes sans le consentement de conseils inconnus? On voit un homme de 45 ans, qui passe dans le public pour être fort rangé dans ses affaires, qui jouit d'un emploi de mille écus, qui paroît maître absolu de lui-même: comment soupçonner que ce même homme ne puisse rien entreprendre de son chef? La présomption générale est pour la liberté, & personne n'imaginera qu'un citoyen qui jouit au dehors de tous les droits de la société, soit néanmoins gêné intérieurement par des entraves secrètes.

Ainsi de quelque maniere que l'on considère l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil, soit dans le point de droit, soit par les inconvéniens qui en résulteroient; les défenses faites au sieur Angot de s'obliger sont nulles; mais nous allons plus loin, &

nous ferions en état de prouver avec le docte Faber , que la plus grande publicité possible, la connoissance même particulière du créancier postérieur, ne formeroient point d'obstacle à la nullité. Le défaut des formalités intrinsèques seroit toujours un moyen triomphant ; toutes fins de non-recevoir contre le droit public sont impuissantes , *nec si generali programme prohibutum sit voce præconis . . . nocebit illis qui bonâ fide postea cum illo contraxerunt.* Cod. Fab. lib. 5 , tit. 40 , defin. 7.

Mais le sieur Prieur , & même le sieur d'Antoine tireur , étoient bien éloignés de soupçonner l'interdiction du sieur Angot : & quelle autre preuve faut-il de leur bonne foi que la lettre de change même ? Sa date est postérieure à l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil , aux publications , à l'insinuation &c. Eh quoi donc ! étoit-il si difficile d'aller au devant ? Ils ne l'ont point fait , & l'on n'ose même à ce sujet leur faire le moindre reproche. Le seul qui connût l'état du sieur Angot , c'étoit le sieur Angot lui-même , donc il est le seul coupable.

Il lui a plu de dire qu'il ne connoissoit point le sieur d'Antoine , qu'il n'avoit accepté que par complaisance pour un nommé Bailly que nous connoissons encore moins ; que la lettre avoit passé au nommé Boullanger , personnage fort étranger dans cette cause , ainsi que Bailly. Toutes ces objections sont autant d'imbécillités très-réfléchies qu'on a peut-être hasardées pour justifier l'Ordonnance du sieur Lieutenant Civil , du chef de la démence , plutôt que de celui de la dissipation dont jamais il n'y a eu de preuves.

Il tracasse sur la forme de la lettre , payable à moi

ou à mon ordre ; mais rien n'est plus commun dans le commerce : il lui en a peut-être passé dans les mains plus de mille semblables depuis qu'il est Sous-Chef de correspondances.

Il critique encore l'ordre au sieur Prieur, *valeur reçue comptant du sieur de la Cour*, comme s'il ignoroit que les viremens de parties se font de cette manière. Le sieur de la Cour devoit au sieur Prieur ; pour s'acquitter envers lui, il prend la lettre de change du sieur d'Antoine, & en fait passer l'ordre au sieur Prieur ; rien n'est plus simple & plus fréquent que ces sortes de subrogations, le débiteur de la lettre n'a rien à y voir, il ne doit pas moins payer à la personne indiquée par l'endossement, & l'on ne trouvera point dans l'Ordonnance qu'un porteur de cette espèce n'ait pas droit de l'exiger.

Tout le point de cette affaire, c'est que le sieur Angot a voulu escroquer 1200 liv. au sieur Prieur ; que dans le temps il lui a caché avec grand soin son interdiction prétendue, & qu'à présent il s'en fait un moyen pour ne pas payer une dette légitime ; mais il ne s'y est pas pris encore assez subtilement : il a laissé contre lui des moyens de droit infailibles, & quand même il auroit paré d'avance à tout ce qu'un créancier de bonne foi pouroit lui opposer, nous n'en sommes pas moins persuadés que la Cour ne toléreroit jamais une pareille flouterie.

Monsieur TITON, Rapporteur.

M^r. BERT DE LA BUSSIERE, Avocat.

Tourne mine, Procureur.